

le Député Taupiac en soutien des salariés de synlab Auch



le Député Taupiac en soutien des salariés de synlab Auch

Mobilisation laboratoire Synlab Auch : le Député Taupiac en soutien des salariés alerte sur une menace pour la « sécurité sanitaire du département » !

La mobilisation s'est renforcée ce jeudi 06 novembre devant le laboratoire d'analyses médicales Synlab d'Auch, où les salariés étaient en grève pour protester contre la fermeture annoncée du plateau technique départemental. Cette décision, prise par la direction du groupe Synlab Sud-Ouest, entraînerait la suppression de huit emplois qualifiés dans le Gers et le transfert des analyses vers d'autres sites, notamment à Aire-sur-l'Adour ou plus loin encore.

Retenu par ses travaux à l'Assemblée nationale, le député n'a pu se rendre aux côtés des salariés mais était représenté sur place par l'un de ses collaborateurs afin de leur réaffirmer son soutien. Pour le député du Gers David Taupiac, l'enjeu dépasse largement la seule dimension sociale. La fermeture de ce plateau technique remettrait selon lui en cause «la proximité et la qualité du service d'analyse biologique pour les habitants du Gers, dans un territoire déjà confronté à des difficultés d'accès aux soins.»

Dans un courrier adressé envoyé le jour même au Préfet du Gers, l'élu demande que la décision soit suspendue et qu'une réunion de médiation soit organisée associant la direction, l'ARS, les services de l'État, les représentants des salariés et les élus locaux. Il y pointe également une incohérence économique, soulignant sur la base des données qui lui ont été transmises que la baisse de rentabilité invoquée concerne principalement le site d'Aire-sur-l'Adour, tandis que les suppressions d'emplois porteraient exclusivement sur le site d'Auch.

« La santé de proximité ne doit pas être la variable d'ajustement de logiques financières opaques. Le Gers ne peut se contenter d'un modèle centralisé et éloigné des réalités territoriales », écrit le député.

Selon le personnel, la fermeture du plateau technique entraînerait un allongement des délais de rendu des résultats, risquant de retarder certains diagnostics, en particulier pour les patients âgés ou vulnérables.

« Cette fermeture est l'illustration saisissante de la logique de financiarisation de la santé qui fait totalement fi des territoires et des besoins de leurs habitants. Je n'accepterai pas la désertification rampante de notre département ! » a déclaré le député Taupiac.